

**POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE CONCERNANT LA  
CONCLUSION DES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT, DE SERVICES  
ET DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES ORGANISMES PUBLICS DU  
RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

Loi sur les contrats des organismes publics  
(L.R.Q., c. C-65.1, a. 26)

**OBJET**

1. La Loi sur les contrats des organismes publics (L.R.Q., c. C-65.1), ci-après nommée la Loi, et les règlements pris pour son application déterminent les règles relatives aux contrats des organismes publics. L'article 26 de la Loi prévoit que le ministre de la Santé et des Services sociaux peut, en complément des règles déjà prévues dans la Loi et les règlements, établir à l'intention des organismes publics dont il est responsable des politiques de gestion contractuelle et voir à leur application.

Dans ce cadre, le ministre établit la présente politique précisant certaines lignes de conduite à suivre par les organismes publics dont il est responsable dans la gestion de leurs contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction, incluant les contrats mixtes de travaux de construction et de services professionnels ainsi que les contrats visant à procurer des économies découlant de l'amélioration du rendement énergétique.

**CHAMP D'APPLICATION**

2. Les organismes publics identifiés au paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sont visés par la présente politique.
3. La présente politique s'applique aux contrats visés à l'article 1 de chacun des règlements suivants :
  - 1° Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics, édicté par le décret n° 531-2008 du 28 mai 2008 (2008, G.O. 2, 2981);
  - 2° Règlement sur les contrats de services des organismes publics, édicté par le décret n° 533-2008 du 28 mai 2008 (2008, G.O. 2, 3002);
  - 3° Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics, édicté par le décret n° 532-2008 du 28 mai 2008 (2008, G.O. 2, 2988).
4. Les contrats de services de santé et de services sociaux visés à l'article 108 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente politique, à l'exception de l'article 8.

## DÉFINITION

5. Dans la présente politique, le mot « fournisseur » est utilisé pour désigner tant le fournisseur, pour un contrat d'approvisionnement, que l'entrepreneur, pour un contrat de travaux de construction et le prestataire de services, pour un contrat de services.

## CHAPITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### SECTION 1. DÉTERMINATION DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME

6. Sont déterminées, comme étant le dirigeant de l'organisme public, les personnes suivantes :
  - 1° le président-directeur général d'une agence de la santé et des services sociaux visée par la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
  - 2° le directeur général d'un établissement public visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
  - 3° le plus haut dirigeant d'une personne morale ou d'un groupe d'approvisionnement en commun visé à l'article 383 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
  - 4° le directeur général du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (L.R.Q., c. S-5);
  - 5° le plus haut dirigeant d'un centre de communication santé visé par la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (L.R.Q., c. S-6.2);
  - 6° le président-directeur général de la Corporation d'hébergement du Québec.
7. Lorsqu'un organisme public visé au paragraphe 3° de l'article 6 dessert les établissements situés sur le territoire de plus d'une agence, les agences concernées doivent désigner le président-directeur général de l'agence qui exerce les rôles prévus par la présente politique.
 

Lorsqu'un organisme public visé au paragraphe 5° de l'article 6 poursuit ses activités sur le territoire de plus d'une agence, l'agence responsable de l'implantation du centre de communication santé exerce les rôles prévus par la présente politique.

### SECTION 2. PROMOTION DU FRANÇAIS

8. Toutes les étapes du processus d'acquisition doivent se dérouler en français. Les documents d'acquisition et ceux qui accompagnent les biens et services, ainsi que les inscriptions sur le produit acquis, sur son contenant et sur son emballage, sont en français. De plus, lorsque l'emploi d'un produit ou d'un appareil nécessite l'usage d'une langue, celle-ci doit être le français.

### SECTION 3. FONCTIONNEMENT D'UN COMITÉ DE SÉLECTION

9. Dans le cadre d'un processus d'appel d'offres pour tout contrat comportant une dépense de 100 000 \$ et plus ou pour un contrat de services professionnels liés à la construction de 10 000 \$ et plus, un organisme public doit, pour le fonctionnement d'un comité de sélection, appliquer les modalités suivantes :
  - 1° le comité de sélection doit être composé d'un secrétaire et d'un minimum de trois membres; pour les contrats d'approvisionnement et les contrats de services de nature technique, il doit y avoir absence de lien hiérarchique d'emploi entre les trois membres; pour les contrats de services professionnels et les contrats de travaux de construction, un des trois membres doit être externe à l'organisme public concerné par l'appel d'offres;
  - 2° le dirigeant de l'organisme doit désigner la ou les personnes pouvant agir à titre de secrétaire de comité de sélection;
  - 3° le secrétaire de comité de sélection est responsable du processus d'évaluation de la qualité par le comité et il doit être consulté lors de la préparation des documents d'appel d'offres;
  - 4° chaque membre d'un comité de sélection a la responsabilité d'analyser individuellement la qualité de chacune des soumissions conformes reçues avant l'évaluation par le comité de sélection.

### SECTION 4. IMPLANTATION D'UNE POLITIQUE INTERNE

10. Un organisme public doit faire approuver par son conseil d'administration une politique interne relative à l'attribution des contrats et à la gestion contractuelle. Cette politique interne est complémentaire aux dispositions de la Loi, des règlements, de la présente politique de même que, le cas échéant, de toute autre politique applicable à l'organisme, lequel doit en respecter les conditions impératives.

La politique interne doit, entre autres, indiquer les dispositions de contrôle relatives au montant du contrat et à toute dépense supplémentaire qui s'y rattache. Elle doit également indiquer les mesures mises en place pour effectuer une rotation parmi les concurrents ou les contractants auxquels l'organisme public fait appel ou pour recourir à de nouveaux concurrents ou contractants, dans les cas où cet organisme utilise l'appel d'offres sur invitation ou le contrat conclu de gré à gré.

Pour les contrats de moins de 100 000 \$, la politique interne doit de plus, dans le respect toutefois des dispositions du chapitre II de la présente politique, identifier les niveaux d'autorisation interne requis, le mode de sollicitation auquel l'organisme public entend recourir entre l'appel d'offres public, l'appel d'offres sur invitation régionalisé ou non, écrit ou verbal, et le contrat conclu de gré à gré, de même que les diverses situations auxquelles ces modes seront applicables.

Finalement, la politique interne doit énoncer les règles mises en place afin d'encadrer la circulation des représentants des fournisseurs dans les lieux sous la responsabilité de l'organisme public.

## **SECTION 5. CONCLUSION D'UN CONTRAT AVEC UNE PERSONNE MORALE DE DROIT PRIVÉ À BUT NON LUCRATIF AUTRE QU'UNE ENTREPRISE DONT LA MAJORITÉ DES EMPLOYÉS SONT DES PERSONNES HANDICAPÉES**

11. Un organisme public peut conclure un contrat avec une personne morale de droit privé à but non lucratif, autre qu'une entreprise dont la majorité des employés sont des personnes handicapées, à la suite d'une négociation de gré à gré ou d'un appel d'offres auquel seules ces personnes morales sont invitées à soumissionner. Toutefois, la conclusion d'un tel contrat dont le montant est de 100 000 \$ et plus requiert une autorisation du dirigeant de l'organisme.

L'autorisation du dirigeant de l'organisme est également requise pour tout contrat dont la durée prévue, incluant tout renouvellement, est supérieure à 3 ans. La durée d'un tel contrat, incluant tout renouvellement, ne peut pas être supérieure à 5 ans.

12. Dans la réalisation de ses appels d'offres, l'organisme public doit s'assurer de promouvoir la transparence, le traitement intègre et équitable des fournisseurs de même que la possibilité pour les concurrents qualifiés de participer aux appels d'offres.
13. Les dispositions des articles 31, 32, 33, 35 et 38 s'appliquent au processus d'adjudication d'un contrat visé dans la présente section et dont le montant est de 100 000 \$ et plus.

## **SECTION 6. CONCLUSION D'UN CONTRAT AVEC UNE PERSONNE PHYSIQUE N'EXPLOITANT PAS UNE ENTREPRISE INDIVIDUELLE**

14. Pour l'application de la présente section, une personne physique est considérée exploiter une entreprise individuelle si elle dispose entièrement du pouvoir de décider de son fonctionnement et si son activité réunit les conditions suivantes :

- 1° elle s'inscrit dans le cadre d'un plan d'affaires, même non écrit, qui reflète les objectifs économiques de l'entreprise et en fonction duquel elle est organisée;
- 2° elle comporte un certain degré d'organisation matérielle, laquelle n'a pas besoin d'être importante, mais qui traduit bien la volonté de la personne d'avoir recours à des biens ou le recours à d'autres personnes dans la poursuite d'une fin particulière;
- 3° elle implique une volonté de continuité dans le temps, c'est-à-dire la répétition d'actes, excluant ainsi la réalisation d'actes occasionnels ou isolés;
- 4° elle est d'ordre économique, c'est-à-dire qu'elle consiste en la fourniture de services à caractère commercial (telle une activité commerciale traditionnelle, artisanale ou agricole) ou civil (tel l'exercice d'une profession libérale ou autre), ce qui exclut ainsi l'activité exercée à des fins sociales, charitables ou bénévoles;
- 5° elle implique l'existence d'autres intervenants économiques réceptifs aux services offerts par l'entreprise, généralement définis comme une clientèle, un achalandage ou un marché, et la présence d'une valeur économique ou d'un bénéfice directement attribuable aux efforts de la personne physique.

Une personne physique dont l'activité ne réunit pas l'ensemble de ces conditions est considérée comme une personne physique qui n'exploite pas une entreprise individuelle.

15. Un organisme public peut conclure un contrat de gré à gré avec une personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle. Toutefois, la conclusion d'un tel contrat doit demeurer pour l'organisme public un régime contractuel d'exception et requiert une autorisation du dirigeant de l'organisme lorsque le montant du contrat est de 100 000 \$ et plus.
16. Un organisme public ne doit pas, compte tenu du statut particulier de la personne physique qui n'exploite pas une entreprise individuelle, assujettir cette personne à des dispositions contractuelles normalement applicables aux personnes exploitant une entreprise, notamment en matière de responsabilité professionnelle ou d'assurance responsabilité civile ou professionnelle.
17. Malgré l'article 30, les contrats visés dans la présente section ne sont pas soumis aux dispositions du chapitre II de la présente politique.

#### **SECTION 7. MODIFICATION À UN CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT OU DE SERVICES DONT LE MONTANT, INCLUANT TOUTE MODIFICATION, EST DE 100 000 \$ ET PLUS**

18. Toute modification à un contrat d'approvisionnement ou de services dont le montant, incluant toute modification, est de 100 000 \$ et plus et qui occasionne une dépense supplémentaire doit être autorisée par le dirigeant de l'organisme. Le dirigeant peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer le pouvoir d'autoriser une modification. Toutefois, dans le cadre d'une même délégation, le total des dépenses ainsi autorisées ne peut excéder 10 % du montant initial du contrat et, pour l'ensemble des délégations, 25 % du montant initial du contrat.
19. Dès que le coût total des modifications apportées à un contrat excède 25 % du montant initial du contrat, le dirigeant de l'organisme doit rendre compte de tout nouveau changement projeté ou autorisé au contrat, auprès des autorités et dans les cas des contrats suivants :
  - 1° auprès du conseil d'administration de l'organisme, à sa prochaine séance, dans le cas d'un contrat dont le montant, incluant toute modification, est de 500 000 \$ et plus;
  - 2° également, pour les organismes visés aux paragraphes 2°, 3° et 5° de l'article 6, auprès du président-directeur général de l'agence, dans le cas d'un contrat dont le montant, incluant toute modification, est de 2 000 000 \$ et plus;
  - 3° également auprès du ministre, dans le cas d'un contrat dont le montant, incluant toute modification, est de 5 000 000 \$ et plus.

Le présent article ne s'applique pas à un contrat de services professionnels liés à la construction.

**SECTION 8. MODIFICATION À UN CONTRAT DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DONT LE MONTANT, INCLUANT TOUTE MODIFICATION, EST DE 100 000 \$ ET PLUS**

20. Toute modification à un contrat de travaux de construction dont le montant, incluant toute modification, est de 100 000 \$ et plus et qui occasionne une dépense supplémentaire doit être autorisée par le dirigeant de l'organisme. Le dirigeant peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer le pouvoir d'autoriser une modification. Toutefois, dans le cadre d'une même délégation, le total des dépenses ainsi autorisées ne peut excéder 2 % du montant initial du contrat à l'exception de la première délégation où le total des dépenses ainsi autorisées ne peut excéder 5 % du montant initial du contrat.
21. Dès que le coût total des modifications apportées à un contrat excède, pour un contrat de moins de 1 000 000 \$, 10 % du montant initial du contrat ou, pour un contrat de 1 000 000 \$ et plus, 7 % du montant initial du contrat, le dirigeant de l'organisme doit rendre compte de tout nouveau changement projeté ou autorisé au contrat, auprès des autorités et dans les cas des contrats suivants :
- 1° auprès du conseil d'administration de l'organisme, à sa prochaine séance, dans le cas d'un contrat dont le montant, incluant toute modification, est de 100 000 \$ et plus;
  - 2° également, pour les organismes visés aux paragraphes 2°, 3° et 5° de l'article 6, auprès du président-directeur général de l'agence, dans le cas d'un contrat dont le montant, incluant toute modification, est de 1 000 000 \$ et plus;
  - 3° également auprès du ministre, dans le cas d'un contrat dont le montant, incluant toute modification, est de 2 000 000 \$ et plus.

**SECTION 9. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS À UN CONTRAT DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION**

22. Pour l'application des modalités prévues à l'article 60 du Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics, le dirigeant d'un organisme doit faire une reddition de comptes annuelle au ministre en utilisant le formulaire *Application de l'article 60 du Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics* joint en annexe.
23. En sus des modalités prévues à l'article 60 du Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics, le dirigeant d'un organisme visé aux paragraphes 2°, 3° ou 5° de l'article 6 doit rendre compte de l'utilisation du processus de médiation prévu pour le règlement des différends dans un contrat de travaux de construction, auprès des autorités et dans les cas des contrats suivants :
- 1° auprès du conseil d'administration de l'organisme, à sa prochaine séance, dans le cas d'un contrat dont le montant, incluant toute modification, est de 25 000 \$ et plus, mais inférieur à 1 000 000 \$;
  - 2° auprès du conseil d'administration de l'organisme et du président-directeur général de l'agence, dans le cas d'un contrat dont le montant, incluant toute modification, est de 1 000 000 \$ et plus, mais inférieur à 2 000 000 \$;

- 3° auprès du conseil d'administration de l'organisme, du président-directeur général de l'agence et du ministre, dans le cas d'un contrat dont le montant, incluant toute modification, est de 2 000 000 \$ et plus.

De même, le dirigeant d'un organisme visé aux paragraphes 1°, 4° ou 6° de l'article 6 doit rendre compte de l'utilisation d'un tel processus de médiation, auprès des autorités et dans les cas des contrats suivants :

- 1° auprès du conseil d'administration de l'organisme, à sa prochaine séance, dans le cas d'un contrat dont le montant, incluant toute modification, est de 25 000 \$ et plus, mais inférieur à 2 000 000 \$;
- 2° auprès du conseil d'administration de l'organisme et du ministre, dans le cas d'un contrat dont le montant, incluant toute modification, est de 2 000 000 \$ et plus.

## **SECTION 10. REDDITION DE COMPTES SEMESTRIELLE**

- 24. L'organisme public transmet semestriellement au ministre la liste des contrats suivants, conclus durant les 6 mois précédant le 31 mars et le 30 septembre :

- 1° les contrats de 25 000 \$ et plus conclus de gré à gré en vertu des paragraphes 1°, 2° et 4° du premier alinéa de l'article 13 de la Loi;
- 2° les contrats de services de nature répétitive ou d'approvisionnement de 100 000 \$ et plus dont la durée prévue, incluant tout renouvellement, est supérieure à 5 ans;
- 3° les contrats de 500 000 \$ et plus conclus avec une personne morale de droit privé à but non lucratif;
- 4° les contrats de 100 000 \$ et plus conclus de gré à gré avec une personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle.

La liste doit indiquer, pour chacun de ces contrats, au moins les renseignements suivants :

- 1° le nom du fournisseur, la date et le montant du contrat ou, s'il s'agit d'un contrat à commandes ou d'un contrat à exécution sur demande, le montant estimé de la dépense;
- 2° s'il s'agit d'un contrat comportant des options de renouvellement, en plus des renseignements prévus au paragraphe 1°, le montant total de la dépense qui sera faite si toutes les options sont exercées;
- 3° la nature des biens, des services ou des travaux qui a fait l'objet du contrat;
- 4° s'il s'agit d'un contrat conclu à la suite d'un processus géré par un regroupement d'organismes, le nom de l'organisme qui a réalisé l'appel d'offres;
- 5° s'il y a lieu, la démonstration qu'un appel d'offres n'aurait pas servi l'intérêt public lorsque le contrat a été conclu en application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la Loi.

La liste doit être transmise au ministre dans les 3 mois suivant la période couverte et, pour les organismes visés aux paragraphes 2°, 3° et 5° de l'article 6, elle doit être également transmise à l'agence.

25. Pour les contrats de 25 000 \$ et plus portant sur une question de nature confidentielle ou protégée au sens du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 13 de la Loi, l'organisme public transmet semestriellement au ministre la liste des contrats conclus durant les 6 mois précédant le 31 mars et le 30 septembre.

La liste doit être transmise dans les 3 mois suivant la période couverte et indiquer, pour chacun de ces contrats, au moins les renseignements suivants :

- 1° le nom du fournisseur, la date et le montant du contrat;
- 2° s'il s'agit d'un contrat comportant des options de renouvellement, en plus des renseignements prévus au paragraphe 1°, le montant total de la dépense qui sera faite si toutes les options sont exercées;
- 3° la nature des biens, des services ou des travaux qui a fait l'objet du contrat;
- 4° la nature confidentielle ou protégée de la question visée par ce contrat.

#### **SECTION 11. PUBLICATION ET DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS**

26. L'organisme public publie, au moins semestriellement, dans le système électronique d'appel d'offres approuvé par le gouvernement en vertu de l'article 11 de la Loi, la liste des contrats comportant une dépense supérieure à 25 000 \$ qui sont conclus avec une personne morale de droit privé à but non lucratif ou avec une personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle, sauf s'il s'agit d'un contrat portant sur une question de nature confidentielle ou protégée au sens du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 13 de la Loi. Cette liste doit indiquer, pour chacun de ces contrats, au moins les renseignements suivants :

- 1° le nom du contractant, la date et le montant du contrat ou, s'il s'agit d'un contrat à commandes ou d'un contrat à exécution sur demande, le montant estimé de la dépense;
- 2° s'il s'agit d'un contrat comportant des options de renouvellement, en plus des renseignements prévus au paragraphe 1°, le montant total de la dépense qui sera faite si toutes les options sont exercées;
- 3° la nature des biens, des services ou des travaux qui a fait l'objet du contrat.

27. Lors d'un appel d'offres sur invitation, sauf si celui-ci a été fait de façon verbale, l'organisme public transmet à chaque soumissionnaire, dans les 15 jours suivant l'adjudication du contrat, le nom de l'adjudicataire et le prix soumis par celui-ci.



## **SECTION 12. DOCUMENTATION**

28. Dans le cas d'un appel d'offres sur invitation ou d'un contrat conclu de gré à gré, l'organisme public doit consigner par écrit les informations permettant de connaître les détails du processus jusqu'à l'adjudication ou la conclusion du contrat.

## **SECTION 13. TRANSMISSION DES REDDITIONS DE COMPTES AU MINISTRE**

29. Toute reddition de comptes au ministre découlant de la présente politique doit être transmise à l'adresse suivante :  
gestiondecontrats@msss.gouv.qc.ca.

## **CHAPITRE II. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES ADDITIONNELLES APPLICABLES AUX CONTRATS DONT LE MONTANT EST INFÉRIEUR AU SEUIL D'APPEL D'OFFRES PUBLIC**

### **SECTION 1. MODALITÉS D'APPLICATION**

30. Le présent chapitre concerne l'adjudication des contrats de moins de 100 000 \$ des organismes visés aux paragraphes 1° à 5° de l'article 6.

Toutefois, seules les dispositions des articles 31, 32, 33, 35 et 38 s'appliquent à l'égard d'un tel contrat visé par la section 5 du chapitre I de la présente politique.

31. Les dispositions du Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics, du Règlement sur les contrats de services des organismes publics et du Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics s'appliquent aux contrats visés dans le présent chapitre. De façon spécifique, les dispositions prévues pour l'appel d'offres public au chapitre II de chacun des règlements s'appliquent à l'appel d'offres sur invitation, en tenant compte des ajustements précisés dans le présent chapitre.
32. En tout temps, l'appel d'offres public doit être considéré et celui-ci peut être régionalisé. Lorsque l'appel d'offres public n'est pas utilisé, l'organisme public doit recourir à l'appel d'offres sur invitation, régionalisé ou non, ou au contrat conclu de gré à gré, dans le respect des dispositions émises dans la présente politique.
33. L'ouverture publique des soumissions n'est requise que dans le cas d'un appel d'offres public.
34. L'appel d'offres sur invitation s'effectue au moyen d'un avis transmis auprès de fournisseurs jugés aptes à présenter une soumission répondant aux besoins de l'organisme public. L'organisme doit inviter un minimum de trois fournisseurs dont l'établissement est au Québec ou, à défaut, après une recherche sérieuse et documentée :
- 1° les deux seuls fournisseurs dont l'établissement est au Québec; ou
  - 2° le seul ou les deux seuls fournisseurs dont l'établissement est au Québec ainsi que d'autres fournisseurs dont l'établissement est hors Québec; ou

3° des fournisseurs dont l'établissement est hors Québec, lorsqu'aucun fournisseur n'a d'établissement au Québec.

- 35. Un organisme public doit prévoir dans ses documents d'appel d'offres tout renseignement requis en vertu de la présente politique.
- 36. Un organisme public ne peut scinder ou répartir ses besoins ou apporter une modification à un contrat dans le but d'éluder l'obligation de recourir à la procédure d'appel d'offres ou de se soustraire à toute autre obligation découlant de la présente politique.

## **SECTION 2. CONCLUSION D'UN CONTRAT DE MOINS DE 25 000 \$**

- 37. Pour un contrat de moins de 25 000 \$, un organisme public peut faire un appel d'offres public, un appel d'offres sur invitation ou conclure un contrat de gré à gré.
- 38. Pour un contrat de moins de 25 000 \$, l'appel d'offres sur invitation peut être fait de façon verbale.

## **SECTION 3. CONCLUSION D'UN CONTRAT DE 25 000 \$ ET PLUS ET DE MOINS DE 100 000 \$**

- 39. Pour un contrat de 25 000 \$ et plus et de moins de 100 000 \$, un organisme public doit faire un appel d'offres public ou un appel d'offres sur invitation.

Exceptionnellement, un contrat peut être conclu de gré à gré dans l'un ou l'autre des cas prévus au premier alinéa de l'article 13 de la Loi et l'autorisation du dirigeant de l'organisme est requise dans les cas visés aux paragraphes 3° et 4° de cet alinéa.

- 40. L'autorisation du dirigeant de l'organisme est requise pour tout contrat de 25 000 \$ et plus et de moins de 100 000 \$ dont la durée prévue est supérieure à 5 ans.

## **SECTION 4. HOMOLOGATION DE BIENS ET QUALIFICATION DE PRESTATAIRES DE SERVICES**

- 41. Sauf dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 13 de la Loi, tout contrat subséquent à l'homologation de biens ou à la qualification de prestataires de services doit faire l'objet d'un appel de prix uniquement auprès de ceux des fournisseurs dont les biens ont été inscrits sur la liste des biens homologués ou auprès de ceux des prestataires qui sont inscrits sur la liste des prestataires qualifiés.

### CHAPITRE III. DISPOSITIONS EN VUE DE CONTRER LA COLLUSION ET LA MALVERSATION

42. L'organisme public, dans le cadre de ses processus d'appel d'offres, doit s'assurer que les entreprises avec lesquelles il contracte font montre d'honnêteté et d'intégrité. À cette fin, il peut notamment recourir aux moyens suivants :
- 1° mettre en place des mesures lui permettant de s'assurer que le soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer avec l'un des membres du comité de sélection relativement à l'appel d'offres pour lequel il a présenté une soumission, et ce, notamment dans le but de l'influencer;
  - 2° mettre en place des mesures favorisant le respect de toutes les lois applicables, dont la loi fédérale sur la concurrence (chap. C-34) visant notamment à lutter contre le truquage des offres, et prévoir qu'advenant qu'une entreprise contrevienne à l'une ou l'autre des lois applicables, le contrat pourra ainsi, selon le cas, ne pas être conclu ou résilié;
  - 3° se réserver le droit de réclamer à tout soumissionnaire une somme d'argent représentant la différence entre le montant de sa soumission et celle subséquemment retenue s'il est en défaut de donner suite à sa soumission, et ce, afin d'éviter que des soumissionnaires s'entendent au préalable;
  - 4° préciser que la possibilité de n'accepter aucune des soumissions reçues prévues au document d'appel d'offres s'applique notamment lorsqu'il juge que les prix sont trop élevés ou disproportionnés ou ne reflètent pas un juste prix;
  - 5° prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus d'appel d'offres et de la gestion du contrat qui en résulte, notamment pour prévenir les situations de conflits d'intérêts, les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption.
43. Le ministère de la Santé et des Services sociaux met à la disposition de tous les organismes publics des clauses contractuelles rencontrant les objectifs visés par le présent chapitre.

### ENTRÉE EN VIGUEUR

44. La présente politique entre en vigueur à la date où elle est établie par le ministre.

Le ministre de la Santé et des Services sociaux,

  
YVES BOLDUC

Québec, le 10 JUIN 2010

## APPLICATION DE L'ARTICLE 60 DU RÈGLEMENT SUR LES CONTRATS DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES ORGANISMES PUBLICS

Le Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2008. En vertu de l'article 60 de ce règlement, le dirigeant de l'organisme public doit rendre compte annuellement au ministre responsable, et ce, pour les deux années suivant son entrée en vigueur, de l'application des dispositions prévues au regard du règlement des différends pour les contrats de travaux de construction relatifs à un ouvrage se rapportant à un bâtiment.

### PARTIE I RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS

Veuillez fournir les renseignements demandés pour les contrats d'une valeur de 100 000 \$ et plus conclus depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2008.

Période couverte par le rapport :

Nom de l'organisme public :

Nom du représentant de l'organisme public responsable de ce rapport et ses coordonnées :

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX AU REGARD DES CONTRATS ET DES DIFFÉRENDS

Article 50. 1° Processus de négociation en faisant appel à un gestionnaire représentant l'organisme public et à un dirigeant de l'entrepreneur

Le nombre de contrats ayant fait l'objet d'un différend	
Le nombre de différends soumis à ce processus	
Le nombre de différends réglés à l'amiable en ayant recours à ce processus	
Le nombre de différends non réglés à cette étape	
Le nombre de différends toujours en processus de négociation	

Article 50. 2° Processus de médiation

Le nombre de différends soumis au processus de médiation	
Le nombre de différends réglés à la suite de la médiation	
Le nombre de différends non réglés à la suite de la médiation	
Le nombre de différends toujours en processus de médiation	

Pour chacun des cas où l'une des parties a exigé la **médiation**, veuillez aussi remplir la Partie II – Renseignements spécifiques requis : processus de médiation.

## PARTIE II RENSEIGNEMENTS SPÉCIFIQUES REQUIS : PROCESSUS DE MÉDIATION

Veuillez fournir les renseignements demandés.

### IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

Le nom de l'organisme public :

Le nom de l'entrepreneur :

Le nom du médiateur :

### NATURE DU CONTRAT ET DU DIFFÉREND

La nature des travaux :

La valeur du contrat :

\$

Veuillez identifier l'objet du différend :

- ☐ Existence d'un changement
- ☐ Mésentente sur la valeur d'un changement
- ☐ Frais de prolongation
- ☐ Interprétation des conditions techniques des plans et devis
- ☐ Interprétation des conditions administratives et contractuelles

Autre : \_\_\_\_\_

Veuillez expliciter l'objet du différend, si requis :

### CONCLUSION DE LA MÉDIATION (Veuillez cocher la case appropriée)

Il y a eu entente à la suite de la médiation : ☐

Il n'y a pas eu d'entente à la suite de la médiation : ☐

La médiation est toujours en cours : ☐

Il y a eu entente ultérieurement au processus de médiation : ☐

### RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

L'organisme public est invité à faire part de toute difficulté rencontrée au regard du fonctionnement du processus de médiation, par exemple le choix du médiateur, les règles applicables à la médiation. Vous pouvez également faire part de commentaires ou de suggestions afin de bonifier le processus.

